

**Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel  
du Languedoc**

**RAPPORT FINANCIER  
SEMESTRIEL 2011**



# SOMMAIRE

- 1) - Rapport semestriel d'activité.
- 2) - Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30/06/2011.
- 3) - Déclaration des personnes physiques.
- 4) - Rapport des commissaires aux comptes.

**CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE**  
**MUTUEL DU LANGUEDOC**

**RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE AU 30/06/2011**

## RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

### A. PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS

*A.1 Changement de principes et méthodes comptables*

*A.2 Evolution du périmètre de consolidation*

### B. RESULTATS CONSOLIDES

*B.1. Environnement économique et financier*

*B.2. Résultats consolidés*

### C. STRUCTURE FINANCIERE

*C.1. Les Fonds Propres*

*C.2. Les parties liées*

### D. GESTION DES RISQUES

*D.1. Risque de Crédit*

*D.2. Risque de marché*

*D.3. Risque de taux d'intérêt global*

*D.4. Risque de change*

*D.5. Risque de liquidité et de financement*

*D.6. Risques opérationnels*

### E. DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE

*E.1. Le contrôle permanent*

*E.2. La prévention et le contrôle des risques de non conformité*

*E.3. Le contrôle périodique*

### F. TENDANCES RECENTES ET PERSPECTIVES

# RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

## **A. Présentation des états financiers**

### **A.1. Changement de principes et méthodes comptables**

Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont établis conformément à la norme IAS 34 telle que décrite dans la note 1 des annexes aux comptes consolidés.

### **A.2. Evolution du périmètre de consolidation**

Le périmètre de consolidation est resté inchangé au cours du premier semestre 2011.

## **B. Résultats Consolidés**

### **B.1. Environnement économique et financier**

L'environnement financier est resté perturbé sur le semestre, marqué par les incertitudes sur la situation de la Grèce et par la crise sur la dette souveraine.

Ainsi, les courbes des principaux taux courts de marché ont poursuivi leur hausse régulière, mais restent à des niveaux relativement bas (1,49% pour l'Euribor 3 mois et 1,13% pour EONIA en fin de période).

Les taux longs ont également progressé sur le premier semestre, avant de reculer régulièrement, pour s'établir à 3,39% pour le TEC 10 en juin, contre 3,50% en décembre 2010.

Ces niveaux de taux plutôt bas soutiennent l'activité crédit et orientent la demande d'épargne monétaire vers des produits plus longs (DAT 3 à 5 ans).

Sur la même période, le prix de la liquidité s'est fortement tendu, renchérissant les coûts de refinancement de la Caisse régionale.

Les indices boursiers ont affiché une volatilité très marquée, et au final, le CAC40 progresse de 4,7% à 3982 points sur le semestre.

### **B.2. Résultats consolidés**

Les encours de crédits progressent de +6,0% sur 12 mois à 16,7 Md€. Ils bénéficient du dynamisme des réalisations de nouveaux crédits, en croissance de près de 23% à plus de 1,6 Md€. Tous les marchés contribuent à cette progression, grâce notamment au dynamisme retrouvé du marché immobilier et à la demande de financements plus soutenue de la part des professionnels et entreprises.

Sur un an, l'encours de collecte enregistre une progression de +3,3% à 22,2 Md€. Les dépôts à terme de la clientèle portent ce semestre encore l'essentiel de la croissance et s'inscrivent en hausse de +32,9%. Ces produits alliant simplicité, rendement et sécurité restent les plus attractifs pour les clients.

Les efforts commerciaux de la Caisse régionale visant à proposer une gamme de produits et services répondant aux besoins de ses clients portent leurs fruits. Ainsi, la montée en gamme de nos clients en matière de cartes et services se poursuit et le stock de contrats d'assurances maintient sa progression (+ 6 000 sur le premier semestre).

Le Produit Net Bancaire s'établit à 359,7 millions d'euros en croissance de 2,7%. La marge d'intermédiation bénéficie du dynamisme des encours gérés, de la maîtrise des coûts de refinancement et de l'optimisation du contexte de taux. La contribution de la marge sur activité propre s'inscrit également en hausse de 14,1%.

Les charges de fonctionnement progressent de 4,5% à 135,0 M€. Cette évolution traduit l'accroissement des moyens décidé par la Caisse régionale au service de son projet de développement (déploiement d'un nouveau modèle de relation client). Elles intègrent également l'impact des charges liées au projet de système d'information unique des Caisses Régionales de Crédit Agricole (NICE) et l'augmentation de la fiscalité sous l'effet de la nouvelle taxe sur les établissements bancaires (taxe systémique).

Le Résultat Brut d'Exploitation s'établit à 224,6 M€ en progression de 1,6% et le coefficient d'exploitation reste au premier rang du groupe des Caisses régionales à 37,5% sur le 1er semestre.

Dans un environnement économique toujours incertain, le taux de créances douteuses et litigieuses s'établit à 3,74% des encours de crédits (contre 3,58% au 31/12/2010). La Caisse Régionale a maintenu une couverture satisfaisante de ces crédits risqués par des provisions à hauteur de 81,7%. Par ailleurs, elle a complété le provisionnement de ses risques sur crédits sains (provisions collectives et filières) et de ses risques opérationnels conformément à sa politique de gestion prudente. Le coût du risque s'élève au final à 84,7 M€ à fin juin.

Après prise en compte de la charge fiscale, le résultat net consolidé du semestre s'établit à 104,0 M€ en progression de 4,4%.

## **C. Structure Financière**

### **C.1. Les fonds Propres**

Les capitaux propres sont présentés en point 5-10 des comptes consolidés intermédiaires résumés ; leur évolution est présentée dans le tableau de variation des capitaux propres.

### **C.2. Les parties liées**

Les informations concernant les principales transactions entre les parties liées sont présentées en note 2.3 des « Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires ».

## **D. Gestion des risques**

### **D.1. Risque de crédit**

#### D.1.1 Description – Définition

**Le risque de crédit** désigne la possibilité de subir une perte si un emprunteur, un garant ou une contrepartie ne respecte pas son obligation de rembourser un prêt ou de s'acquitter de toute obligation financière.

Le dispositif global de maîtrise du risque de crédit est basé sur des principes généraux, communs à tous les marchés, et des règles de distribution propres à chaque marché.

Ce dispositif a été mis en place à la création de la Caisse régionale du Languedoc et validé par le Conseil d'Administration en avril 2007.

En matière de distribution de crédit, la Caisse régionale du Languedoc a décliné des règles de délégations par métier, par marché, par type de financement qui évoluent régulièrement suivant les analyses risques réalisées.

#### D.1.2 Principales évolutions en termes :

- **d'objectifs et de politique**

Les principes généraux restent identiques à ceux décrits dans le rapport d'activité annuel : une approche en risques liés, des limites réglementaires et opérationnelles, des limites globales de distribution, des risques filières et une couverture Foncaris.

- **de gestion du risque**

L'organisation et le dispositif de suivi des risques de crédit, la méthodologie et les systèmes de mesure de ceux-ci n'ont pas connu d'évolution significative au cours de la période.

Le dispositif de provisionnement collectif a été aménagé sur le premier semestre 2011, à deux titres :

- la prise en compte dans le modèle « groupe » des demandes formulées par l'ACP a augmenté le taux moyen de perte en cas de défaut et a donc eu un impact à la hausse sur la provision collective
- la convergence des paramètres de calcul de la Caisse régionale vers les paramètres « groupe », notamment la suppression d'un coefficient correcteur sur le taux de perte en cas de défaut des crédits habitat a eu un impact à la baisse de la provision.

Ces deux évolutions ont eu des effets contraires sur la provision collective sur crédits sains assise sur les concepts Bâle 2.

La Caisse régionale a par ailleurs maintenu les efforts de couverture des encours portés sur un certain nombre de filières et a notamment durci le niveau de stress sur les crédits « Acquéreurs immobiliers » présentant des risques accrus de défaut.

Finalement, les encours des provisions collectives ont évolué comme suit :

- Filière viti-vinicole : 1 090 M€ d'exposition, stress sur la LGD, encours de 60,2 M€ de provision (+1,7 M€ sur le semestre).
  - Filière des professionnels de l'immobilier : 596,9 M€ d'exposition, stress sur la PD (dégradation d'une note), encours de 22,7 M€ de provision (+7,5 M€ sur le semestre)
  - Financements LBO : 319,9 M€ d'exposition, stress sur la PD (dégradation de 1 ou 2 notes), encours de 6,9 M€ de provision (+2,9 M€ sur le semestre)
  - Acquéreurs immobiliers : 994,7 M€ d'exposition, stress sur la PD (dégradation de 1 à 4 notes), encours de 47,7 M€ de provision (+11,9 M€ sur le semestre)
- Les autres encours sains sont également couverts par une provision collective :
    - EAD de 15 294 M€, encours de 139,3 M€ de provision (-15 M€ sur la période)
  - Les dépréciations sur base collective s'élèvent au total à 276,8 millions d'euros au 30 juin 2011 contre 267,7 millions d'euros au 31 décembre 2010.

- **d'exposition**

- Exposition maximale

*L'exposition maximale au risque de crédit est présentée avant tout effet de compensation ou de prise en compte des collatéraux*

<i>(en millions d'euros)</i>	Sources / Notes comptes semestriels	30.06.2011	31.12.2010
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrat en unités de compte)	5.1	12,8	13,1
Instrumentés dérivés de couverture	Bilan actif	205,2	239,1
Actifs disponibles à la vente	5.2	486,7	664,2
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes)	5.3	44,9	45,2
Prêts et créances sur la clientèle	5.3	16 355,4	15 941,2
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Bilan actif	611,1	516,0
<b>Exposition des engagements de bilan (nets de dépréciation)</b>		<b>17 716,1</b>	<b>17 418,8</b>
Engagements de financement donnés	6	2 307,7	2 087,5
Engagements de garantie financière donnés	6	546,9	551,1
Provisions – Engagements par signature	5.9	- 6,5	- 4,2
<b>Exposition des engagements hors bilan (nets de provisions)</b>		<b>2 848,1</b>	<b>2 634,5</b>
<b>TOTAL Exposition nette</b>		<b>20 564,2</b>	<b>20 053,2</b>



- Exposition aux grands risques (10 premiers groupes non bancaires)

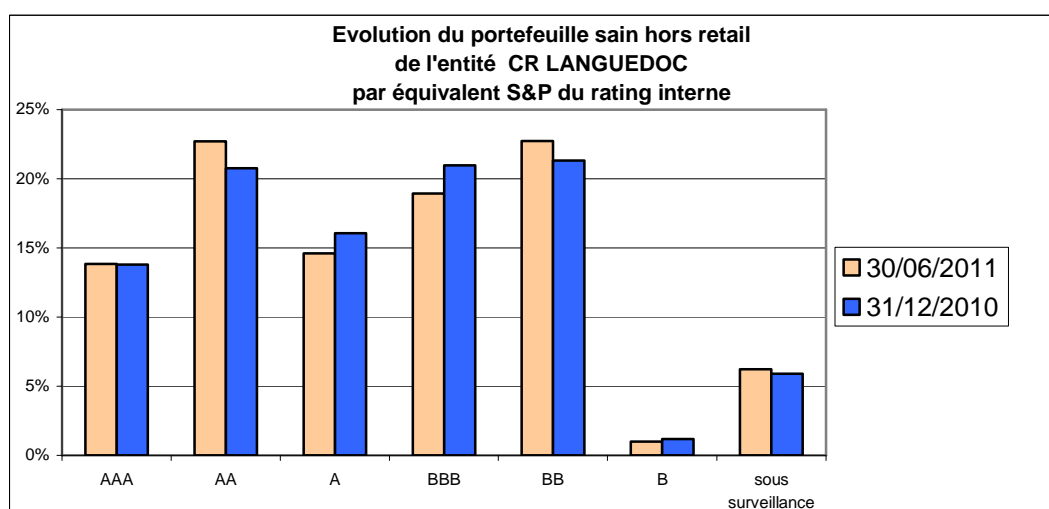
<i>Contreparties ou groupe de contreparties</i>	<i>Notation interne Crédit Agricole</i>	<i>Secteur d'activité (code APE)</i>	<i>Montant engagements (K€)</i>
<b>1 - Région Languedoc Roussillon</b>	<b>A+</b>	<b>8411Z</b>	<b>145 562</b>
<b>2 - Conseil Général Hérault</b>	<b>A+</b>	<b>8411Z</b>	<b>141 062</b>
<b>3 - Communauté Agglo de Montpellier</b>	<b>A</b>	<b>8411Z</b>	<b>113 124</b>
<b>4 - CHU Montpellier</b>	<b>A+</b>	<b>8411Z</b>	<b>46 818</b>
<b>5 - Sté Nationale Immobilière/ CDC</b>	<b>A+</b>	<b>8411Z</b>	<b>45 322</b>
<b>6 - Conseil Général Aude</b>	<b>B +</b>	<b>8411Z</b>	<b>44 859</b>
<b>7 - Conseil Général Gard</b>	<b>A +</b>	<b>8411Z</b>	<b>38 243</b>
<b>8 - Vranken</b>	<b>C</b>	<b>0121Z</b>	<b>36 447</b>
<b>9 - Albert</b>	<b>C+</b>	<b>4719A</b>	<b>35 932</b>
<b>10 - Conseil Général Lozère</b>	<b>A</b>	<b>8411Z</b>	<b>35 700</b>

- Exposition par agent économique

Cf. note n°5.3 des Comptes consolidés intermédiaires résumés.

#### D.1.3 Qualité des encours

Qualité des encours CORPORATE au 30/06/2011 et 31/12/2010  
(Ventilation en équivalent Standard & Poors)



#### D.1.4 Coût du risque

Dans un environnement économique toujours incertain, le taux de créances douteuses et litigieuses s'est établi à 3,74% des encours de crédits (contre 3,58% au 31/12/2010). La Caisse Régionale a maintenu une couverture satisfaisante de ces crédits risqués par des provisions à hauteur de 81,7%. Par ailleurs, elle a complété le provisionnement de ses risques sur crédits sains (provisions collectives et filières) et de ses risques opérationnels conformément à sa politique de gestion prudente. Le coût du risque s'élève au final à 84,7 M€ à fin juin.

## **D.2. Risques de marché**

### **D.2.1 Description – Définition**

La Caisse régionale est exposée au risque de marché sur les éléments de son portefeuille de titres et de dérivés comptabilisés en juste valeur (au prix de marché). On distingue comptablement les instruments enregistrés en « Trading » et ceux enregistrés en « Disponibles à la vente ». La variation de juste valeur des instruments de Trading se traduit par un impact sur le résultat. La variation de juste valeur des instruments « Disponibles à la vente » se traduit par un impact sur les fonds propres.

### **D.2.2 Principales évolutions en terme de politique :**

L'entité Caisse régionale prise isolément des autres entités du périmètre consolidé a mis à jour son allocation stratégique de placements de fonds propres.

Un montant cible de 75 M€ a été fixé sur l'immobilier. Sur le reste du portefeuille financier, la cible est la suivante :

- Titres d'investissement : 50% (soit +5% par rapport au 31/12/2010)
- Titres de placement : 50% (soit -5% par rapport au 31/12/2010) dont actions 10%, obligations 25% et monétaire 15%

Au 30 juin 2011, la Caisse régionale était proche de la cible d'allocation stratégique sur l'ensemble des classes d'actifs.

- Titres d'investissement : 48,8%
- Titres de placement : 51,2% dont actions 7,9% ; obligations 23,6% ; monétaire 18,6% et diversifiés 1,2% (notamment alternatif en cours de cession).

La Caisse régionale a signé un mandat de gestion obligataire avec AMUNDI. L'objectif du mandat est d'optimiser la performance de la poche obligataire dans un cadre sécurisé. En effet, des contraintes de risques ont été fixées par la Caisse régionale à AMUNDI.

#### **- Activité de marchés (Value at Risk et scénario catastrophe)**

La VAR permet d'estimer le risque d'un « portefeuille de placement » investi sur les marchés financiers en calculant un risque de perte pour différents niveaux de prudence et différents horizons.

La VAR 1 mois au 30 juin 2011 est de 12,5 M€.

Le scénario catastrophe défini par Crédit Agricole S.A. a pour objectif de déterminer l'impact sur le « portefeuille de placement » d'une évolution adverse des marchés financiers. Les hypothèses du scénario ont été revues à la hausse par CASA :

- actions : baisse de 35% au lieu de 20% au 31/12/2010,
- obligations : hausse des taux dépendant de la catégorie de l'obligation (exemple obligations euro 5-7 ans : 165 bp, obligations high yield : 466 bp) au lieu d'une hausse de 2% des taux quelque soit le type d'obligations au 31/12/2010,
- alternatif : baisse de 10%, idem 31/12/2010,
- monétaire dynamique : baisse de 2,5%, idem 31/12/2010.

Au 30 juin 2011, le scénario catastrophe aurait un impact sur la Caisse régionale du Languedoc de 72,8 M€ sur la valorisation de ce « portefeuille déplacement ».

#### - **Opérations sur instruments dérivés**

La Caisse régionale a racheté la totalité de son portefeuille de CDS. Sur les 260 M€ de CDS acquis entre 2005 et 2007 (sens vendeur), la Caisse régionale aura réalisé au global un gain net de 4,95 M€ soit une marge de 0,46%.

La Caisse régionale a exclu la vente de nouveaux CDS.

### **D.3. Risque de taux d'intérêt global**

#### D.3.1 Description – Définition

La Caisse régionale est soumise au risque de taux d'intérêt global (RTIG) sur l'ensemble de son bilan et hors bilan.

#### D.3.2 Principales évolutions en termes :

- **d'objectifs et de politique**

La Caisse Régionale mesure ses impasses de taux en utilisant la méthode, l'outil et les conventions nationales.

En plus de l'impasse synthétique sur laquelle s'appliquent les limites Crédit Agricole S.A., la Caisse Régionale mesure une impasse sur :

- o le risque à taux fixe des opérations en stock ou engagées tels que les crédits,
- o le risque inflation,
- o le risque sur les options de cap.

Depuis 2011, la Caisse Régionale inclut les fonds propres dans le périmètre opérationnel du risque de taux (impasse taux fixe) ainsi que la production de crédits engagée non réalisée.

Les conventions d'écoulement sont les conventions nationales exceptées les hypothèses de remboursements anticipés de taux qui sont déterminées de façon locale à partir des remboursements constatés au cours des exercices précédents (comme le préconise Crédit Agricole S.A.).

La Caisse régionale a toujours pour objectif d'insensibiliser le bilan aux variations des taux d'intérêts.

CASA a revu en 2011, les limites qui s'appliquent aux gaps synthétiques :

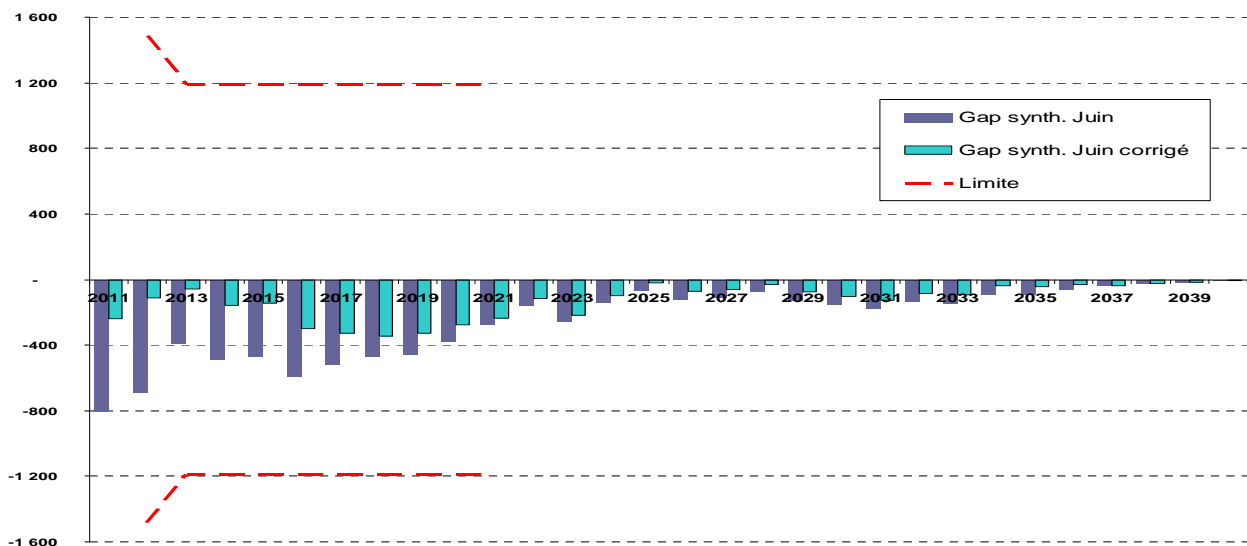
Le calibrage des limites en gap de taux d'intérêt des Caisses Régionales doit être fait en examinant les ratios suivants pour un choc uniforme de taux de +/-200 points de base (+/- 2%) :

- o la perte potentielle actualisée sur toutes les maturités doit être inférieure à 10% des fonds propres prudentiels,
- o la perte potentielle sur la première année glissante et l'année 2 en civil doit rester inférieure à 5% du PNB d'activité budgété,
- o la perte potentielle sur l'année 3 à l'année 10 (en civil) doit rester inférieure à 4% du PNB d'activité budgété.

La Caisse Régionale applique les recommandations nationales sur l'impasse synthétique. Par ailleurs la Caisse Régionale a ajouté des limites de risque sur l'impasse stock taux fixe et sur l'impasse stock inflation. Les limites sont les suivantes :

- o sur l'impasse taux fixe :
  - la perte potentielle sur la première année glissante et l'année 2 en civil doit rester inférieure à 4% du PNB d'activité budgété soit une limite de 1 190 M€ pour 2011,
  - la perte potentielle sur l'année 3 à l'année 10 en civil doit rester inférieure à 3% du PNB d'activité budgété soit une limite de 893 M€ pour 2011.
- o sur l'impasse inflation :
  - la perte potentielle sur la première année glissante et l'année 2 à 10 en civil doit rester inférieure à 1% du PNB d'activité budgété soit une limite de 298 M€ pour 2011.

Au 30 juin 2011, l'ensemble des limites de risque sont respectées.



**VAN à 30 ans :**

	VAN (hors portefeuille obligataire)		VAN (avec portefeuille obligataire)	
	Avant couverture	Après couverture	Avant couverture	Après couverture
Si les taux baissent de 200 bp	+ 127 M€	+ 63 M€	+137 M€	+73 M€
Si les taux montent de 200 bp	- 98 M€ (7,2% des FP)	- 46 M€ (3,4% des FP)	-107 M€ (7,9% des FP)	- 55 M€ (4,1% des FP)

#### D.4. Risque de change

Le risque de change revêt un caractère non significatif à la Caisse régionale du Languedoc.

## D.5. Risque de liquidité et de financement

### D.5.1 Description – Définition

Le risque de liquidité se matérialise lorsque la Caisse régionale ne dispose pas des ressources suffisantes pour adosser ses emplois. L'exposition au risque est mesurée par le Coefficient de liquidité (ratio réglementaire à un mois) de la Caisse régionale. Crédit Agricole S.A., en tant qu'Organe Central du Groupe assure la liquidité (et la solvabilité) des entités du Groupe.

La politique de gestion de la liquidité de la Caisse régionale repose sur l'adossement global des ressources aux actifs à financer en capitaux et en durées. Elle se concrétise, d'une part, par une politique de collecte clientèle et, d'autre part, par une politique de refinancement auprès de Crédit Agricole S.A. La Caisse régionale, au-delà de ses ressources clientèle, a la possibilité de se refinancer à taux de marché auprès de Crédit Agricole S.A. sous plusieurs formes : Compte Courant de Trésorerie, Emprunts en blanc (de 1 semaine à 10 ans), Avances globales (50% des prêts MLT débloqués). Par ailleurs, elle peut émettre des Titres de Créances Négociables (CDN, BMTN soumis à l'autorisation préalable de Crédit Agricole S.A.).

### D.5.2 Principales évolutions en termes :

- **d'objectifs, de politique et de gestion du risque**

La Caisse régionale est soumise dans la gestion de sa liquidité :

- au ratio de liquidité standard; la Caisse Régionale pilote le ratio au dessus de 130% et une alerte de niveau Comité Financier a été fixée à 115%.
- aux limites fixées par Crédit Agricole S.A. sur les volumes et les échéances du refinancement

Crédit Agricole S.A a défini des règles de gestion sur la liquidité afin de prémunir le groupe d'un risque d'illiquidité. Les principes suivants permettent de limiter les échéances annuelles de liquidité :

- Mise en place pour chaque Caisse régionale, d'un volume limite de refinancement à court terme ; il s'agit de la limite qui assure la résistance à une crise systémique.
- L'encours de dette à long terme arrivant à échéance sur un semestre doit être au maximum de 2,5% de l'encours des crédits de la Caisse régionale.
- L'impact d'un stress sur les spreads de liquidité (niveau de 250 bp) doit générer sur le gap de liquidité moyen long terme un impact inférieur à 7,5% du PNB de la Caisse régionale.

Par prudence, deux nouvelles limites sont venues enrichir le dispositif existant :

- Limite assurant la résistance à une crise globale : la Caisse Régionale doit maintenir durant au moins deux semaines une situation de trésorerie excédentaire.
- Limite assurant la résistance à une crise idiosyncratique (c'est-à-dire sur le nom Crédit Agricole) : la Caisse Régionale doit maintenir durant au moins un mois une situation de trésorerie excédentaire.

La Caisse Régionale a également fixé un seuil d'alerte sur l'encours de TCN interbancaires à 80% du plafond déclaré à la BDF.

→ La Caisse régionale respecte les limites fixées.

- **d'exposition**

Mesuré selon la méthode règlementaire, le ratio de liquidité standard ressort à 168 % au 30/06/2011.

Le déficit de liquidité crédit – collecte au 30 juin 2011 est de 4,8 Md€.

Le droit à limite court terme au 30 juin 2011 de la Caisse régionale du Languedoc est de 2,6 Md€ (correspondant au volume maximum sur lequel la Caisse régionale peut se refinancer à moins d'un an).

## **D.6. Risques opérationnels**

### D.6.1 Description – Définition

Le risque opérationnel correspond au coût des risques résultant de carences ou de défauts attribuables à des procédures, des défaillances humaines, des systèmes internes ou à des événements extérieurs. Ce sont par exemple la fraude externe et interne, les risques juridiques et de non conformité, les erreurs de traitement, les dommages aux actifs (inondations, dégradations ...), etc.

La Caisse régionale a mis en place son dispositif de gestion des risques opérationnels, selon les recommandations données par Crédit Agricole S.A.. Un point sur le risque opérationnel (mesure du risque, actions à mettre en place, adaptation éventuelle du dispositif) est fait lors de chaque Comité de Contrôle Interne.

### D.6.2 Principales évolutions

Au cours du premier semestre 2011, les principales évolutions ont concerné :

- l'élaboration de la cartographie 2010 (achevée le 07/04/2011), qui a été formalisée sur l'outil de cartographie Europa. Cette cartographie 2010 s'est traduite par la cotation d'un nombre plus important de risques par rapport à la cartographie précédente.
- le démarrage des travaux de la cartographie 2011 qui sera exhaustive, conformément aux modalités de révision validées par le Comité de Contrôle Interne. L'ensemble des processus et des risques du référentiel CASA seront revus.
- l'actualisation du périmètre d'analyse des scénarii majeurs, avec la refonte d'un scénario par CASA.
- la poursuite des plans de réduction des risques opérationnels validés par le Comité de Contrôle Interne
- la préparation chez CASA d'un nouvel outil de collecte des risques opérationnel, qui devrait être déployé dans les caisses régionales au 2nd semestre 2011.

## **E. Dispositif de contrôle interne**

### **E.1. Le contrôle permanent**

Le dispositif de contrôle permanent est en exploitation dans l'outil SCOPE pour l'ensemble des services de la Caisse régionale. Ce dispositif a été enrichi au 1<sup>er</sup> semestre 2011 avec la mise en place du suivi des plans d'actions correctives dans l'outil Scope. Des mises à jour régulières du plan de contrôle (siège et réseaux) sont effectuées. Un reporting trimestriel au Comité de Contrôle Interne est effectué à partir des résultats obtenus.

Le nouveau dispositif de contrôle comptable, conforme aux préconisations de Crédit Agricole SA, a été déployé au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2011. L'organisation mise en place répartit les missions entre les contrôles de niveau 2.1 positionnés au sein du département Comptabilité/Fiscalité et les contrôles de niveau 2.2 affectés au département Contrôle Permanent. Les effectifs consacrés à la réalisation des contrôles comptables ont été doublés, passant de 2 à 4 personnes pour réaliser l'intégralité des nouveaux plans de contrôle.

Le plan d'actions 2011 du contrôle permanent comptable a été validé en décembre 2010 par le Comité de Contrôle Interne. Il a été défini de façon à conduire les missions sur les domaines non retenus en 2010, et ainsi examiner l'ensemble des activités sur une période de deux ans.

En complément des contrôles mensuels effectués à partir des justificatifs établis et transmis par les services et le Contrôle Comptable de niveau 2.1, des missions ponctuelles ont été effectuées par le Contrôle Permanent sur les domaines suivants au cours du 1<sup>er</sup> semestre : Chèques, International, Agriculture/Coopérative, Epargne/Titres, Caisses Locales, Comptabilité/Fiscalité. Des missions thématiques portant sur l'examen de comptes sensibles ou le contrôle de la justification d'opérations comptables manuelles ont été également réalisées.

Le reporting à la Direction Générale inclut des plans d'actions correctives, qui font l'objet d'un suivi de leur réalisation, permettant de renforcer la sécurité de l'ensemble du dispositif d'élaboration et de traitement de l'information comptable.

### **E.2. La prévention et le contrôle des risques de non-conformité**

Le dispositif de contrôle des risques de non conformité a été actualisé et complété début 2011 et il été présenté en Comité de Contrôle Interne. Il est vérifié tous les trimestres dans le cadre des contrôles permanents.

En outre un dispositif de déontologie AMF est régulièrement rappelé et suivi pour les personnes sensibles au sens de l'Autorité des Marchés Financiers. Ce dispositif est résumé dans une lettre à tous les nouveaux salariés embauchés à la Caisse régionale du Languedoc; un reporting de synthèse est effectué trimestriellement à la Direction Générale confirmant le suivi de ces règles de déontologie AMF par les personnes sensibles.

### **E.3. Le contrôle périodique**

Dans le cadre de la démarche de la Ligne Métier Audit-Inspection du groupe, la cartographie des risques auditables ainsi que le plan d'action pluriannuel ont été actualisés et validés par IGL pour 2011. Le plan d'action annuel qui en découle a été présenté au comité d'audit de janvier 2011 et validé au Comité de Contrôle Interne de février 2011.

Le plan d'action prévoit 86 missions pour 2011 et son déroulement est régulièrement présenté au Comité de Contrôle Interne et au Comité d'Audit.

En complément des synthèses des missions siège, la synthèse des résultats des contrôles normalisés agences du premier semestre 2011 est préparée pour communication 2 fois par an à l'Inspection générale du groupe conformément à ses instructions.

## ***F. Tendances récentes et perspectives***

Le Crédit Agricole du Languedoc entend poursuivre les actions engagées dans le cadre de son projet d'entreprise « Languedoc Ambition 2012 » et du projet du groupe Crédit Agricole. Elles ont pour but commun de rechercher la satisfaction durable des clients et sociétaires. La poursuite du déploiement du nouveau modèle distributif doit ainsi contribuer à l'atteinte de cet objectif de développement équilibré au service des clients et des territoires.



**COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES AU**  
**30 JUIN 2011**

**Examinés par le Conseil d'administration de la Caisse Régionale du Crédit Agricole du  
Languedoc en date du 28 Juillet 2011.**

## SOMMAIRE

<b>CADRE GENERAL .....</b>	<b>3</b>
.....ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.	
<b>ETATS FINANCIERS CONSOLIDES .....</b>	<b>5</b>
<b>COMPTE DE RESULTAT .....</b>	<b>5</b>
<b>RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES .....</b>	<b>6</b>
<b>BILAN ACTIF .....</b>	<b>7</b>
<b>BILAN PASSIF .....</b>	<b>8</b>
<b>TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES .....</b>	<b>9</b>
<b>TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE .....</b>	<b>10</b>
<b>NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES .....</b>	<b>12</b>
1. <b>PRINCIPES ET METHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE, JUGEMENTS ET ESTIMATIONS UTILISEES .....</b>	<b>12</b>
2. <b>PERIMETRE DE CONSOLIDATION – PARTIES LIEES .....</b>	<b>14</b>
2.1. <i>Principales opérations externes réalisées au cours du semestre .....</i>	<i>14</i>
2.2. <i>Les écarts d'acquisition .....</i>	<i>14</i>
2.3. <i>Parties liées .....</i>	<i>14</i>
3. <b>NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT .....</b>	<b>15</b>
3.1. <i>Produits et Charges d'intérêts .....</i>	<i>15</i>
3.2. <i>Commissions nettes .....</i>	<i>15</i>
3.3. <i>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat .....</i>	<i>16</i>
3.4. <i>Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente .....</i>	<i>17</i>
3.5. <i>Produits et charges nets des autres activités .....</i>	<i>18</i>
3.6. <i>Charges générales d'exploitation .....</i>	<i>18</i>
3.7. <i>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles .....</i>	<i>18</i>
3.8. <i>Coût du risque .....</i>	<i>19</i>
3.9. <i>Gains ou pertes nets sur autres actifs .....</i>	<i>19</i>
3.10. <i>Impôts .....</i>	<i>20</i>
3.11. <i>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres .....</i>	<i>21</i>
4. <b>INFORMATIONS SECTORIELLES .....</b>	<b>23</b>
5. <b>NOTES RELATIVES AU BILAN .....</b>	<b>24</b>
5.1. <i>Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat .....</i>	<i>24</i>
5.2. <i>Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente .....</i>	<i>25</i>
5.3. <i>Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle .....</i>	<i>26</i>
5.4. <i>Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers .....</i>	<i>28</i>
5.5. <i>Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle .....</i>	<i>29</i>
5.6. <i>Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées .....</i>	<i>30</i>
5.7. <i>Immeubles de placement .....</i>	<i>30</i>
5.8. <i>Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition) .....</i>	<i>31</i>
5.9. <i>Provisions .....</i>	<i>31</i>
5.10. <i>Capitaux propres .....</i>	<i>32</i>
6. <b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE .....</b>	<b>34</b>
7. <b>RECLASSEMENTS D'INSTRUMENTS FINANCIERS .....</b>	<b>35</b>
8. <b>JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS .....</b>	<b>36</b>
8.1. <i>Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût .....</i>	<i>36</i>
8.2. <i>Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur .....</i>	<i>36</i>
9. <b>ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A FIN DE LA PERIODE INTERMEDIAIRE .....</b>	<b>37</b>
10. <b>PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2011 .....</b>	<b>37</b>

# CADRE GENERAL

## ***Présentation juridique de l'entité***

### **1. Dénomination, Siège Social et immatriculation**

Dénomination sociale : Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du LANGUEDOC

Appellation commerciale : Crédit Agricole du LANGUEDOC

Siège Social : avenue de Montpelliéret - MAURIN - 34977 LATTES CEDEX

Code APE : 641D

Numéro SIRET : 492 826 417 000 15

Numéro SIREN : 492 826 417 RCS MONTPELLIER

Lieu de cotation : EURONEXT PARIS

### **2. Forme juridique**

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc est une société coopérative à capital variable, régie par les dispositions des articles L 512-20 et suivants du Code Monétaire et Financier relatifs au Crédit Agricole, et soumise à la réglementation bancaire contenue dans les articles L 511-1 et suivants du Code Monétaire et Financier.

En outre, elle est soumise aux dispositions légales ou réglementaires contenues dans :

- la loi 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, modifiée par la loi du 13 juillet 1992 relative à la modernisation des entreprises coopératives,
- les dispositions non abrogées de l'ancien livre V du Code Rural,
- les articles L 231-1 et suivants du Code de Commerce relatifs aux sociétés à capital variable.

### **3. Evènements intervenus au cours du semestre**

- La Caisse régionale du Languedoc a consenti en juin une avance en compte courant à la SAS La Boétie pour 24 124 K€, qui sera capitalisée en juillet 2011.
- Le contexte économique tendu a entraîné une montée du risque de crédit. Au 30 juin 2011, le taux de créances douteuses et litigieuses s'établit à 3,74% des encours de crédits. Les efforts de couverture de ces créances risquées par des provisions affectées à hauteur de 81,7%, le renforcement des provisions filières et collectives sur encours sains ainsi que des provisions pour risques opérationnels ont porté le coût du risque à 84,7 M€ à fin juin.

- Le dispositif de provisionnement collectif a été aménagé sur le premier semestre 2011, à deux titres.
  - La prise en compte dans le modèle « groupe » des demandes formulées par l'ACP a augmenté le taux moyen de perte en cas de défaut et a donc eu un impact à la hausse sur la provision collective.
  - La convergence des paramètres de calcul de la Caisse régionale vers les paramètres « groupe », notamment la suppression d'un coefficient correcteur sur le taux de perte en cas de défaut des crédits habitat a eu un impact à la baisse de la provision.

Ces deux évolutions ont eu des effets contraires sur la provision collective sur crédits sains assise sur les concepts Bâle 2.

- La Caisse régionale a par ailleurs maintenu les efforts de couverture des encours portés sur un certain nombre de filières et a notamment durci le niveau de stress sur les crédits « Acquéreurs immobiliers » présentant des risques accrus de défaut.
- Le détail des encours des provisions sectorielles est présenté dans le chapitre du rapport semestriel d'activité portant sur le risque de crédit.
- Les dépréciations sur base collective et sectorielle s'élèvent au total à 276,8 millions d'euros au 30 juin 2011 contre 267,7 millions d'euros au 31 décembre 2010.
- La Caisse régionale a par ailleurs actualisé les provisions pour risques opérationnels établies sur la base de la cartographie recensant les processus opérationnels identifiés par la Caisse régionale
  - Chaque processus présentant un risque de perte exceptionnelle est coté ; il lui est affecté une fréquence de survenance, une perte probable et un niveau de maîtrise ;
  - La provision constituée, pour chacun des risques, est estimée sur la base d'un montant de perte multipliée par une fréquence de survenance et modulée par le niveau de maîtrise ;
  - Les provisions pour risques opérationnels établies sur la base de la cartographie s'élèvent 33,1 millions d'euros au 30 juin 2011.

# ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

## COMPTE DE RESULTAT

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>30/06/2011</b>	<b>31/12/2010</b>	<b>30/06/2010</b>
Intérêts et produits assimilés	3.1	461 303	849 745	407 976
Intérêts et charges assimilées	3.1	-283 722	-508 360	-242 475
Commissions (produits)	3.2	161 748	325 283	168 933
Commissions (charges)	3.2	-20 203	-41 789	-20 210
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3.3	-445	1 315	-2 584
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	3.4, 5.2	43 194	40 804	40 624
Produits des autres activités	3.5	1 250	5 363	1 554
Charges des autres activités	3.5	-3 467	-11 807	-3 501
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>359 658</b>	<b>660 554</b>	<b>350 317</b>
Charges générales d'exploitation	3.6	-129 771	-253 191	-123 769
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	3.7	-5 242	-10 411	-5 438
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>224 645</b>	<b>396 952</b>	<b>221 110</b>
Coût du risque	3.8	-84 700	-129 369	-82 728
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>139 945</b>	<b>267 583</b>	<b>138 382</b>
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence				
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3.9	248	582	
Variations de valeur des écarts d'acquisition	2.2			
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>		<b>140 193</b>	<b>268 165</b>	<b>138 382</b>
Impôts sur les bénéfices	3.10	-36 174	-82 347	-38 752
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				
<b>RESULTAT NET</b>		<b>104 019</b>	<b>185 818</b>	<b>99 630</b>
Intérêts minoritaires				
<b>RESULTAT NET – PART DU GROUPE</b>		<b>104 019</b>	<b>185 818</b>	<b>99 630</b>

## **RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>30/06/2011</b>	<b>31/12/2010</b>	<b>30/06/2010</b>
<b>Résultat net part du groupe</b>		<b>104 019</b>	<b>185 818</b>	<b>99 630</b>
Gains et pertes sur écarts de conversion				
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente		-9 197	-1 394	-8 613
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture		-789	-4 078	-3 903
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi			87	
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe, hors entités mises en équivalence</b>		<b>-9 986</b>	<b>-5 385</b>	<b>-12 516</b>
QP gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence (1)		0		0
<b>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe</b>	<b>3.11</b>	<b>-9 986</b>	<b>-5 385</b>	<b>-12 516</b>
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du groupe</b>		<b>94 033</b>	<b>180 433</b>	<b>87 114</b>
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part des minoritaires				
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>		<b>94 033</b>	<b>180 433</b>	<b>87 114</b>

(1) la "QP gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence" est incluse dans les réserves consolidées de la CR Languedoc

Les montants sont présentés net d'impôts.

## **BILAN ACTIF**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>30/06/2011</b>	<b>31/12/2010</b>
Caisse, banques centrales		113 777	104 103
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	12 766	13 083
Instruments dérivés de couverture		205 205	239 103
Actifs financiers disponibles à la vente	5.2 - 5.4	1 332 967	1 531 018
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5.3 - 5.4	689 442	277 779
Prêts et créances sur la clientèle	5.3 - 5.4	16 355 431	15 941 163
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		30 741	82 378
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		611 117	516 013
Actifs d'impôts courants et différés		141 829	176 052
Comptes de régularisation et actifs divers		428 028	429 170
Actifs non courants destinés à être cédés			
Participations dans les entreprises mises en équivalence			
Immeubles de placement	5.7	7 989	8 241
Immobilisations corporelles	5.8	50 676	53 688
Immobilisations incorporelles	5.8	4 319	4 324
Ecarts d'acquisition	2.2		
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>19 984 287</b>	<b>19 376 115</b>

## BILAN PASSIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>30/06/2011</b>	<b>31/12/2010</b>
Banques centrales			0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	8 411	8 084
Instruments dérivés de couverture		231 031	257 430
Dettes envers les établissements de crédit	5.5	11 679 390	11 551 152
Dettes envers la clientèle	5.5	4 866 111	4 471 357
Dettes représentées par un titre	5.6	297 498	67 090
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		44 860	86 114
Passifs d'impôts courants et différés		144	82 020
Comptes de régularisation et passifs divers		390 990	459 855
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		0	0
Provisions techniques des contrats d'assurance		0	0
Provisions	5.9	95 272	70 071
Dettes subordonnées	5.6	11 710	34 108
<b>TOTAL DETTES</b>		<b>17 625 417</b>	<b>17 087 281</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		<b>2 358 870</b>	<b>2 288 834</b>
Capitaux propres - part du Groupe		2 358 857	2 288 821
Capital et réserves liées		1 384 997	1 386 226
Réserves consolidées		776 387	613 337
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		93 454	103 440
Résultat de l'exercice		104 019	185 818
Intérêts minoritaires		13	13
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>19 984 287</b>	<b>19 376 115</b>



## TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital et réserves liées			Capital et réserves consolidées part du Groupe	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat net part du groupe	Total des capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total des capitaux propres consolidés
	Capital	Primes et Réserves consolidées (1)	Elimination des titres auto-détenus						
<i>(en milliers d'Euros)</i>									
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2010</b>	203 021	1 798 368	-1 194	2 000 195	109 464	22 263	2 131 922	13	2 131 935
Augmentation de capital	1 367			1 367			1 367		1 367
Variation des titres auto détenus		-1 035	-27	-1 062			-1 062		-1 062
Dividendes versés au 1er semestre 2010				0		-22 263	-22 263		-22 263
Dividendes reçus des CR et filiales				0			0		0
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires				0			0		0
Mouvements liés aux paiements en actions				0			0		0
<b>Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires</b>	<b>1 367</b>	<b>-1 035</b>	<b>-27</b>	<b>305</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>305</b>	<b>0</b>	<b>305</b>
<b>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-12 516</b>	<b>0</b>	<b>-12 516</b>	<b>0</b>	<b>-12 516</b>
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence (2)				0			0		0
Résultat au 30/06/2010				0		99 630	99 630		99 630
Autres variations		1		1					0
<b>Capitaux propres au 30 juin 2010</b>	<b>204 388</b>	<b>1 797 334</b>	<b>-1 221</b>	<b>2 000 501</b>	<b>96 948</b>	<b>99 630</b>	<b>2 197 079</b>	<b>13</b>	<b>2 197 092</b>
Augmentation de capital	-588			-588			-588		-588
Variation des titres auto détenus		-1 336	986	-350			-350		-350
Dividendes versés au 2ème semestre 2010				0			0		0
Dividendes reçus des CR et filiales				0			0		0
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires				0			0		0
Mouvements liés aux paiements en actions				0			0		0
<b>Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires</b>	<b>-588</b>	<b>-1 336</b>	<b>986</b>	<b>-938</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-938</b>	<b>0</b>	<b>-938</b>
<b>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6 492</b>	<b>0</b>	<b>6 492</b>	<b>0</b>	<b>6 492</b>
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence (2)				0			0		0
Résultat du 2ème semestre 2010				0		86 188	86 188		86 188
Autres variations		-1		-1					0
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2010</b>	<b>203 800</b>	<b>1 795 997</b>	<b>-235</b>	<b>1 999 562</b>	<b>103 440</b>	<b>185 818</b>	<b>2 288 821</b>	<b>13</b>	<b>2 288 834</b>
Affectation du résultat 2010		163 047		163 047		-163 047	0		0
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2011</b>	<b>203 800</b>	<b>1 959 044</b>	<b>-235</b>	<b>2 162 609</b>	<b>103 440</b>	<b>22 771</b>	<b>2 288 821</b>	<b>13</b>	<b>2 288 834</b>
Augmentation de capital	188			188			188		188
Variation des titres auto détenus		-1 236	-181	-1 417			-1 417		-1 417
Dividendes versés au 1er semestre 2011				0		-22 771	-22 771		-22 771
Dividendes reçus des CR et filiales				0			0		0
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires				0			0		0
Mouvements liés aux paiements en actions				0			0		0
<b>Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires</b>	<b>188</b>	<b>-1 236</b>	<b>-181</b>	<b>-1 229</b>	<b>0</b>	<b>-22 771</b>	<b>-24 000</b>	<b>0</b>	<b>-24 000</b>
<b>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-9 986</b>	<b>0</b>	<b>-9 986</b>	<b>0</b>	<b>-9 986</b>
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence				0			0		0
Résultat au 30/06/2011				0		104 019	104 019		104 019
Autres variations		3		3			3		3
<b>Capitaux propres au 30 juin 2011</b>	<b>203 988</b>	<b>1 957 811</b>	<b>-416</b>	<b>2 161 383</b>	<b>93 454</b>	<b>104 019</b>	<b>2 358 857</b>	<b>13</b>	<b>2 358 870</b>

(1) : Réserves consolidées avant élimination des titres d'auto-contrôle

## TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(en milliers d'euros)	1er semestre 2011	1er semestre 2010	2010
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>140 193</b>	<b>138 382</b>	<b>267 191</b>
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	5 480	5 633	10 834
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	0		0
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	93 118	96 488	146 635
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	0	0	0
Résultat net des activités d'investissement	-257	1	-572
Résultat net des activités de financement	811	1 775	2 931
Autres mouvements (1)	10 792	-72 453	-6 994
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements</b>	<b>109 944</b>	<b>31 444</b>	<b>152 834</b>
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-147 075	122 205	492 058
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-87 857	94 516	-316 897
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	235 931	438 031	-39 525
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	22 761	-441 038	-481 726
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence			
Impôts versés	-78 620	-51 623	-68 776
<b>Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>-54 860</b>	<b>162 091</b>	<b>-414 866</b>
<b>TOTAL Flux net de trésorerie généré par l'activité OPERATIONNELLE (A)</b>	<b>195 277</b>	<b>331 917</b>	<b>5 159</b>
<b>Flux liés aux participations (2)</b>	<b>-1 483</b>	<b>-1 017</b>	<b>-2 471</b>
<b>Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>-1 977</b>	<b>-2 749</b>	<b>-4 178</b>
<b>TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations d'INVESTISSEMENT (B)</b>	<b>-3 460</b>	<b>-3 766</b>	<b>-6 649</b>
<b>Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (3)</b>	<b>-22 584</b>	<b>-20 896</b>	<b>-20 016</b>
<b>Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (4)</b>	<b>-23 209</b>	<b>-24 799</b>	<b>-37 997</b>
<b>TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations de FINANCEMENT (C)</b>	<b>-45 793</b>	<b>-45 695</b>	<b>-58 013</b>
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)			
<b>Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)</b>	<b>146 024</b>	<b>282 456</b>	<b>-59 503</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	<b>-39 849</b>	<b>19 654</b>	<b>19 654</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	103 979	127 066	127 066
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	-143 828	-107 412	-107 412
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>106 175</b>	<b>302 110</b>	<b>-39 849</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	113 681	103 007	103 979
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	-7 506	199 103	-143 828
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE</b>	<b>146 024</b>	<b>282 456</b>	<b>-59 503</b>

\* composé du solde net des postes "Caisses et banques centrales", hors intérêts courus (y compris trésorerie des entités reclassées en activités destinées à être cédées)

\*\* composé du solde des postes "comptes ordinaires débiteurs sains" et "comptes et prêts au jour le jour sains" tels que détaillés en note 5.3 et des postes "comptes ordinaires créditeurs" et "comptes et emprunts au jour le jour" tels que détaillés en note 5.5 (hors intérêts courus et y compris opérations internes au Crédit Agricole)

(1) la ligne "autres mouvements" recense principalement l'impact en juste valeur des éléments couverts:  
Actifs (51 637) et Passifs (-41 254)

(2) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Au cours du premier semestre 2011, l'impact net des acquisitions sur la trésorerie de la caisse régionale du Languedoc s'élève à -1 483 milliers d'euros, portant notamment sur les opérations suivantes :

- Appel du capital non libre de la SACAM International pour – 1 534 milliers d'euros
- Réduction du capital de CA INNOVE pour 41 milliers d'euros.

(3) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend le paiement des dividendes versés par la caisse régionale du Languedoc à ses actionnaires, à hauteur de 22 772 milliers d'euros pour le premier semestre 2011.

(4) au cours du premier semestre 2011, les remboursements nets de dettes subordonnées s'élèvent à 21 800 milliers d'euros.

# NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES

## **1. Principes et Méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisées**

Les comptes consolidés intermédiaires résumés de la Caisse régionale du Languedoc au 30 juin 2011 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de l'information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire.

Les normes et interprétations utilisées pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées par le groupe Crédit Agricole pour l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2010 établis, en application du règlement CE n° 1606/2002, conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite « carve out »), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Par rapport aux états financiers présentés au 30 juin 2010, le Groupe enregistre dorénavant les écarts actuariels relatifs aux régimes à prestations définies postérieurs à l'emploi dans les autres éléments du résultat global. Il s'agit d'un changement d'option comptable dans le cadre de la mise en œuvre de la norme IAS19 qui a été appliqué pour la première fois dans les états financiers établis au 31 décembre 2010.

Ce changement de méthode comptable n'a pas eu d'impact significatif sur la présentation des états financiers en 2010. En conséquence, l'impact sur les états financiers intermédiaires établis au 30 juin 2010 ne fait pas l'objet d'une communication spécifique.

Ces normes et interprétations ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2011 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2011. Celles-ci portent sur :

<b>Normes, Amendements ou Interprétations</b>	<b>Date de publication par l'Union européenne</b>	<b>Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du</b>
Amendement de la norme IAS 32, relatif au classement des émissions de droits de souscription d'actions.	23 décembre 2009 (UE n° 1293/2009)	1 <sup>er</sup> janvier 2011
Amendement des normes IFRS 1, relatif à des exemptions de fournir des informations comparatives sur les instruments financiers pour les premiers adoptants.	30 juin 2010 (UE n° 574/2010)	1 <sup>er</sup> janvier 2011
Amendement de la norme IAS 24, relatif à l'information au titre des parties liées sous forme d'organisme d'Etat.	19 juillet 2010 (UE 632/2010)	1 <sup>er</sup> janvier 2011
Amendement de l'interprétation IFRIC 14, relatif à la reconnaissance des actifs de régimes à prestations définies.	19 juillet 2010 (UE 633/2010)	1 <sup>er</sup> janvier 2011
Interprétation d'IFRIC 19, relative à l'extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres. Cet amendement sera appliqué pour la première fois au 1 <sup>er</sup> janvier 2011	23 juillet 2010 (UE n° 662/2010)	1 <sup>er</sup> janvier 2011
Amendements portant améliorations annuelles (2008-2010) modifiant les normes et interprétations suivantes : IFRS 1, IFRS 3, IFRS 7, IAS 1, IAS 27, IAS 34, IFRIC13	18 février 2011 UE n° 149/2011	1 <sup>er</sup> janvier 2011

L'application de ces nouvelles dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur la période.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2011.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2010 de la caisse régionale du Languedoc et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances de la caisse régionale du Languedoc sont reproduites dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les participations non consolidées, les régimes de retraites et autres avantages sociaux futurs ainsi que les plans de stock-options, les dépréciations durables de titres disponibles à la vente et détenus à maturité, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

## **2. Périmètre de consolidation – parties liées**

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 30 juin 2011 est présenté en note 10 du présent rapport.

### **2.1. Principales opérations externes réalisées au cours du semestre**

Néant

### **2.2. Les écarts d'acquisition**

Néant

### **2.3. Parties liées**

Sont décrites ci-après les transactions conclues avec les parties liées au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2011 :

Les parties liées à la Caisse Régionale du Crédit Agricole du Languedoc sont les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation, les entités assurant la gestion interne des engagements en matière de retraites, préretraites et indemnités de fin de carrière, ainsi que les principaux dirigeants du groupe.

Les relations entre parties liées sont principalement composées de :

- La participation des Caisses locales au capital de la Caisse régionale du Languedoc pour 127 740 K€ : les Caisses locales ont perçu 4 215 K€ d'intérêts aux parts au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2011 ; elles détiennent 43 448 K€ de bons de caisse au 30 juin 2011, à échéance du 31 décembre 2011.
- La participation de la Caisse régionale du Languedoc dans le fonds dédié Force Languedoc pour 125 564 K€ au 30 juin 2011.

### 3. Notes relatives au compte de résultat

#### 3.1. Produits et Charges d'intérêts

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Sur opérations avec les établissements de crédit	3 164	6 332	3 097
Sur opérations internes au Crédit Agricole	7 220	15 472	7 817
Sur opérations avec la clientèle	337 182	657 522	329 259
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	654	636	353
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	8 218	12 504	5 018
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	104 865	157 279	62 432
Sur opérations de location-financement			
Autres intérêts et produits assimilés			
<b>Produits d'intérêts (1) (2)</b>	<b>461 303</b>	<b>849 745</b>	<b>407 976</b>
Sur opérations avec les établissements de crédit	-2 466	-5 175	-2 574
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-143 149	-268 790	-133 400
Sur opérations avec la clientèle	-26 197	-53 684	-26 637
Sur dettes représentées par un titre	-1 299	-2 260	-1 040
Sur dettes subordonnées	-811	-2 931	-1 775
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-109 785	-175 519	-77 049
Sur opérations de location-financement			
Autres intérêts et charges assimilées	-15	-1	
<b>Charges d'intérêts</b>	<b>-283 722</b>	<b>-508 360</b>	<b>-242 475</b>

(1) dont 14 646 milliers d'euros sur créances dépréciées individuellement au 30 juin 2011 contre 27 354 milliers d'euros au 31 décembre 2010 et 13 252 milliers d'euros au 30 juin 2010

(2) dont 1 069 milliers d'euros au 30 juin 2011 correspondant à des bonifications reçues de l'Etat, contre 2 552 milliers d'euros au 31 décembre 2010 et 3 879 milliers d'euros au 30 juin 2010

#### 3.2. Commissions nettes

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011			31/12/2010			30/06/2010		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	381	-45	336	439	-2	437	207		207
Sur opérations internes au Crédit Agricole	15 437	-10 393	5 044	40 368	-20 921	19 447	23 293	-10 610	12 683
Sur opérations avec la clientèle	39 598	-630	38 968	76 538	-1 178	75 360	38 983	-590	38 393
Sur opérations sur titres		-23	-23		-86	-86		-43	-43
Sur opérations de change	83		83	158		158	63		63
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	5 778	-445	5 333	9 707	-838	8 869	4 947	-365	4 582
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	97 737	-8 631	89 106	193 719	-18 696	175 023	99 087	-8 569	90 518
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	2 734	-36	2 698	4 354	-68	4 286	2 353	-33	2 320
<b>Produits nets des commissions</b>	<b>161 748</b>	<b>-20 203</b>	<b>141 545</b>	<b>325 283</b>	<b>-41 789</b>	<b>283 494</b>	<b>168 933</b>	<b>-20 210</b>	<b>148 723</b>

### 3.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Dividendes reçus			
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature	-787	702	-2 876
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par option			0
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	342	613	293
Résultat de la comptabilité de couverture			-1
<b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>-445</b>	<b>1 315</b>	<b>-2 584</b>

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011		
	Profits	Pertes	Net
<b>Couvertures de juste valeur</b>	<b>2 687</b>	<b>-2 687</b>	<b>0</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	1 115	-1 572	-457
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	1 572	-1 115	457
<b>Couvertures de flux de trésorerie</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	0	0	0
<b>Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	0	0	0
<b>Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b>	<b>773 822</b>	<b>-773 822</b>	<b>0</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts	381 720	-392 102	-10 382
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	392 102	-381 720	10 382
<b>Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	0	0	0
<b>Total résultat de la comptabilité de couverture</b>	<b>776 509</b>	<b>-776 509</b>	<b>0</b>



<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2010		
	Profits	Pertes	Net
<b>Couvertures de juste valeur</b>	3 386	-3 386	0
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	862	-22	840
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	2 524	-3 364	-840
<b>Couvertures de flux de trésorerie</b>	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	0	0	0
<b>Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	0	0	0
<b>Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b>	506 937	-506 937	0
Variations de juste valeur des éléments couverts	252 339	-249 670	2 669
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	254 598	-257 267	-2 669
<b>Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt</b>	0	0	0
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	0	0	0

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2010		
	Profits	Pertes	Net
<b>Couvertures de juste valeur</b>	4 418	-4 419	-1
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	1 909	-9	1 900
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	2 510	-4 410	-1 900
<b>Couvertures de flux de trésorerie</b>	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	0	0	0
<b>Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	0	0	0
<b>Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b>	528 427	-528 427	0
Variations de juste valeur des éléments couverts	291 413	-232 086	59 327
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	237 014	-296 341	-59 327
<b>Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt</b>	0	0	0
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	0	0	0
<b>Total résultat de la comptabilité de couverture</b>	<b>532 845</b>	<b>-532 846</b>	<b>-1</b>

### 3.4. Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Dividendes reçus	25 398	27 887	27 665
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente *	17 879	12 922	12 959
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres de capitaux propres)	-83	-5	
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances			
<b>Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>43 194</b>	<b>40 804</b>	<b>40 624</b>

\* hors résultat de cession sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement mentionnés en note 3.8

### 3.5. Produits et charges nets des autres activités

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	61	294	218
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance			
Autres produits nets de l'activité d'assurance			
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance			
Produits nets des immeubles de placement	-238	-423	-195
Autres produits (charges) nets	-2 040	-6 315	-1 970
<b>Produits (charges) des autres activités</b>	<b>-2 217</b>	<b>-6 444</b>	<b>-1 947</b>

### 3.6. Charges générales d'exploitation

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Charges de personnel	-83 808	-163 177	-80 719
Impôts et taxes	-5 755	-12 014	-5 210
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-40 208	-78 000	-37 840
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>-129 771</b>	<b>-253 191</b>	<b>-123 769</b>

#### Détail des charges de personnel

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Salaires et traitements	-42 798	-81 998	-41 015
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	-4 182	-10 812	-4 290
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	0	-212	0
Autres charges sociales	-16 760	-32 502	-15 465
Intéressement et participation	-14 360	-25 652	-13 331
Impôts et taxes sur rémunération	-5 708	-12 001	-6 618
<b>Total charges de personnel</b>	<b>-83 808</b>	<b>-163 177</b>	<b>-80 719</b>

### 3.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
<b>Dotations aux amortissements</b>	<b>-5 242</b>	<b>-10 410</b>	<b>-5 438</b>
- immobilisations corporelles	-5 238	-9 910	-4 928
- immobilisations incorporelles	-4	-500	-510
<b>Dotations aux dépréciations</b>	<b>0</b>	<b>-1</b>	
- immobilisations corporelles	0	-1	
- immobilisations incorporelles			
<b>Total</b>	<b>-5 242</b>	<b>-10 411</b>	<b>-5 438</b>

### 3.8. Coût du risque

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
<b>Dotations aux provisions et aux dépréciations</b>	<b>-165 139</b>	<b>-264 931</b>	<b>-163 594</b>
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	0	-339	0
Prêts et créances	-137 177	-246 935	-158 150
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			0
Autres actifs			-1 393
Engagements par signature	-3 117	-2 752	-4 051
Risques et charges	-24 845	-14 905	
<b>Reprises de provisions et de dépréciations</b>	<b>79 626</b>	<b>132 616</b>	<b>78 650</b>
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe			
Prêts et créances	73 594	118 548	72 052
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0	10 000	5 000
Autres actifs	24		0
Engagements par signature	610	1 094	106
Risques et charges	5 398	2 974	1 492
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions</b>	<b>-85 513</b>	<b>-132 315</b>	<b>-84 944</b>
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement			
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-791	-1 561	-507
Récupérations sur prêts et créances amortis	1 665	4 554	2 738
Décotes sur crédits restructurés	-61	-47	-15
Pertes sur engagements par signature			
Autres pertes			
<b>Coût du risque</b>	<b>-84 700</b>	<b>-129 369</b>	<b>-82 728</b>

### 3.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation</b>	<b>248</b>	<b>582</b>	<b>0</b>
Plus-values de cession	256	597	
Moins-values de cession	-8	-15	
<b>Titres de capitaux propres consolidés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Plus-values de cession			
Moins-values de cession			
<b>Produits (charges) nets sur opérations de regroupement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Gains ou pertes sur autres actifs</b>	<b>248</b>	<b>582</b>	<b>0</b>

### 3.10. Impôts

#### Charge d'impôt :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Charge d'impôt courant	-48 729	-94 262	-47 433
Charge d'impôt différé	12 555	11 915	8 681
<b>Charge d'impôt de la période</b>	<b>-36 174</b>	<b>-82 347</b>	<b>-38 752</b>

#### Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 30/06/2011

	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des sociétés mises en équivalence	140 193	34,43%	48 268
Effet des différences permanentes			-9 391
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			293
Effet de l'imposition à taux réduit			7
Effet des autres éléments			-3 003
<b>Taux et charge effectif d'impôt</b>		<b>25,80%</b>	<b>36 174</b>

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 30 juin 2011

Au 31/12/2010

<i>(en milliers d'euros)</i>	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des sociétés mises en équivalence	267 583	34,43%	92 129
Effet des différences permanentes			-8 475
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			-163
Effet de l'imposition à taux réduit			-18
Effet des autres éléments			-1 126
<b>Taux et charge effectif d'impôt</b>		<b>30,77%</b>	<b>82 347</b>

Au 30/06/2010

	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écart d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des sociétés mises en équivalence	138 382	34,43%	47 645
Effet des différences permanentes			-8 222
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			
Effet de l'imposition à taux réduit			-2 251
Effet des autres éléments			1 580
<b>Taux et charge effectif d'impôt</b>		<b>28,00%</b>	<b>38 752</b>

### 3.11. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période, net d'impôts.

	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Total des gains / pertes comptabilisés directement en capitaux propres hors QP des entités mises en équivalence	Quote part des gains/pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence
	Liés aux écarts de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente (1)	Variation de juste valeur des dérivés de couverture	Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi		
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Variation de juste valeur		-114	-3 903		-4 017	
Transfert en compte de résultat		-8 499			-8 499	
Variation de l'écart de conversion					0	
Variation des gains et pertes actuariels sur avantages post emploi					0	
Quote part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence						
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2010 (part du Groupe)</b>	<b>0</b>	<b>-8 613</b>	<b>-3 903</b>	<b>0</b>	<b>-12 516</b>	<b>0</b>
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2010 (part minoritaire)					0	
<b>Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2010 (1)</b>	<b>0</b>	<b>-8 613</b>	<b>-3 903</b>	<b>0</b>	<b>-12 516</b>	<b>0</b>
Variation de juste valeur		7 076	-4 078		2 998	
Transfert en compte de résultat		-8 470			-8 470	
Variation de l'écart de conversion					0	
Variation des gains et pertes actuariels sur avantages post emploi				87	87	
Quote part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence						
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2010 (part du Groupe)</b>	<b>0</b>	<b>-1 394</b>	<b>-4 078</b>	<b>87</b>	<b>-5 385</b>	<b>0</b>
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2010 (part minoritaire)					0	
<b>Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2010 (1)</b>	<b>0</b>	<b>-1 394</b>	<b>-4 078</b>	<b>87</b>	<b>-5 385</b>	<b>0</b>
Variation de juste valeur		2 529	-789		1 740	
Transfert en compte de résultat		-11 726			-11 726	
Variation de l'écart de conversion					0	
Variation des gains et pertes actuariels sur avantages post emploi					0	
Quote part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence						
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2011 (part du Groupe)</b>	<b>0</b>	<b>-9 197</b>	<b>-789</b>	<b>0</b>	<b>-9 986</b>	<b>0</b>
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2011 (part minoritaire)					0	
<b>Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2011 (1)</b>	<b>0</b>	<b>-9 197</b>	<b>-789</b>	<b>0</b>	<b>-9 986</b>	<b>0</b>

(1) les données "total des gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs disponibles à la vente" se décomposent comme suit :

	<b>30/06/2011</b>	<b>31/12/2010</b>	<b>30/06/2010</b>
Montant brut	(13 993)	1 006	(13 136)
Impôt	4 796	(2 400)	4 523
Total net	<b>(9 197)</b>	<b>(1 394)</b>	<b>(8 613)</b>

## **4. Informations sectorielles**

### **Information par secteur opérationnel**

L'information financière fournie dans les reporting internes de la Caisse régionale concerne l'activité bancaire dans sa globalité.

## 5. Notes relatives au bilan

### 5.1. Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat

#### Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	5 986	6 211
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	6 780	6 872
<b>Valeur au bilan</b>	<b>12 766</b>	<b>13 083</b>
<i>Dont Titres prêtés</i>		

#### Actifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle		
Titres reçus en pension livrée		
Titres détenus à des fins de transaction	669	621
- Effets publics et valeurs assimilées		
- Obligations et autres titres à revenu fixe	669	621
- Actions et autres titres à revenu variable		
Instruments dérivés	5 317	5 590
<b>Valeur au bilan</b>	<b>5 986</b>	<b>6 211</b>

#### Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Créances sur la clientèle	6 780	6 872
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte		
Titres à la juste valeur par résultat sur option	0	0
- Effets publics et valeurs assimilées		
- Obligations et autres titres à revenu fixe		
- Actions et autres titres à revenu variable		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>6 780</b>	<b>6 872</b>

#### Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	8 411	8 084
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>8 411</b>	<b>8 084</b>



## Passifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Titres vendus à découvert		
Dettes représentées par un titre		
Titres donnés en pension livrée		
Dettes envers la clientèle		
Dettes envers les établissements de crédit		
Instruments dérivés	8 411	8 084
<b>Valeur au bilan</b>	<b>8 411</b>	<b>8 084</b>

## Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

(en milliers d'euros)	30/06/2011		31/12/2010	
	Juste valeur au bilan	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance	Juste valeur au bilan	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance
Dépôts d'établissements de crédit				
Autres dépôts				
Titres de dette		NEANT		NEANT
Passifs subordonnés				
Autres passifs financiers				
<b>Valeur au bilan</b>				

## 5.2. Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	30/06/2011			31/12/2010		
	Juste valeur	Gains comptabilisés directement en capitaux propres	Pertes comptabilisées directement en capitaux propres	Juste valeur	Gains comptabilisés directement en capitaux propres	Pertes comptabilisées directement en capitaux propres
Effets publics et valeurs assimilées	58 947	9 034		57 422	7 875	
Obligations et autres titres à revenu fixe	427 707	103 864	1 382	606 772	117 397	1 643
Actions et autres titres à revenu variable	72 196	8 549	160	92 584	10 414	226
Titres de participation non consolidés	774 117	24 544	4 512	774 240	24 619	4 512
<b>Total des titres disponibles à la vente</b>	<b>1 332 967</b>	<b>145 991</b>	<b>6 054</b>	<b>1 531 018</b>	<b>160 305</b>	<b>6 381</b>
Créances disponibles à la vente						
<b>Total des créances disponibles à la vente</b>						
<b>Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>1 332 967</b>	<b>145 991</b>	<b>6 054</b>	<b>1 531 018</b>	<b>160 305</b>	<b>6 381</b>
<b>Impôts</b>		<b>-42 237</b>	<b>-531</b>		<b>-47 140</b>	<b>-644</b>
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers disponibles à la vente (net d'IS)</b>		<b>103 754</b>	<b>5 523</b>		<b>113 165</b>	<b>5 737</b>

### 5.3. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

#### Prêts et créances sur les établissements de crédit

	30/06/2011	31/12/2010
<i>(en milliers d'euros)</i>		
<b>Etablissements de crédit</b>		
Comptes et prêts	42 743	42 541
dont comptes ordinaires débiteurs sains	42 743	25 541
dont comptes et prêts au jour le jour sains		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	2 124	2 654
Titres non cotés sur un marché actif		
Autres prêts et créances		
<b>Total</b>	<b>44 867</b>	<b>45 195</b>
<b>Créances rattachées</b>	<b>54</b>	<b>30</b>
<b>Dépréciations</b>		
<b>Valeur nette</b>	<b>44 921</b>	<b>45 225</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>		
Comptes ordinaires	13 160	8 775
Comptes et avances à terme	580 404	174 106
Titres non cotés sur un marché actif	44 400	44 400
Prêts subordonnés		
<b>Total</b>	<b>637 964</b>	<b>227 281</b>
<b>Créances rattachées</b>	<b>6 557</b>	<b>5 273</b>
<b>Dépréciations</b>		
<b>Valeur nette</b>	<b>644 521</b>	<b>232 554</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>689 442</b>	<b>277 779</b>

## Prêts et créances sur la clientèle

	30/06/2011	31/12/2010
<i>(en milliers d'euros)</i>		
<b>Opérations avec la clientèle</b>		
Créances commerciales	52 789	48 279
Autres concours à la clientèle	16 578 872	16 187 289
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	87 100	87 100
Titres non cotés sur un marché actif	3 840	3 840
Créances nées d'opérations d'assurance directe		
Créances nées d'opérations de réassurance		
Avances en comptes courants d'associés	188 897	164 846
Comptes ordinaires débiteurs	117 673	94 734
<b>Total</b>	<b>17 029 171</b>	<b>16 586 088</b>
<b>Créances rattachées</b>	<b>118 336</b>	<b>104 499</b>
<b>Dépréciations</b>	<b>792 076</b>	<b>749 424</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>16 355 431</b>	<b>15 941 163</b>
<b>Opérations de location-financement</b>		
Location-financement immobilier		
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées		
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Créances rattachées</b>		
<b>Dépréciations</b>		
<b>Valeur nette</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>16 355 431</b>	<b>15 941 163</b>

### Créances apportées en garantie :

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2011, la caisse régionale du Languedoc a apporté 4 334 M€ de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 3 963 M€ en 2010. La caisse régionale du Languedoc conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la caisse régionale du Languedoc a apporté :

- 2 271 M€ de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 2 173 M€ en 2010 *PCCA 951 211* ;
- 689 M€ de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du dispositif SFEF (Société de Financement de l'Economie Française), contre 829 M€ en 2010 *PCCA 951 212* ;
- 624 M€ de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 599 M€ en 2010 *PCCA 951 214* ;
- 749 M€ de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 360 M€ en 2010.

**Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique  
(hors opérations internes au Crédit Agricole)**

	30/06/2011				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Administrations centrales					0
Banques centrales					0
Etablissements de crédit	682 831				682 831
Institutions non établissements de crédit	2 294 617	4 505	4 505		2 290 112
Grandes entreprises	2 710 559	138 763	116 983	71 740	2 521 836
Clientèle de détail	12 023 995	441 724	347 715	205 016	11 471 264
<b>Total *</b>	<b>17 712 002</b>	<b>584 992</b>	<b>469 203</b>	<b>276 756</b>	<b>16 966 043</b>
<b>Créances rattachées nettes</b>					<b>78 830</b>
<b>Valeurs au bilan</b>					<b>17 044 873</b>

\* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 58 434 milliers d'euros

	31/12/2010				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Administrations centrales					0
Banques centrales					0
Etablissements de crédit	272 476				272 476
Institutions non établissements de crédit	1 988 953	1 604	177		1 988 776
Grandes entreprises	2 972 908	132 009	105 565	59 690	2 807 653
Clientèle de détail	11 624 227	411 527	332 870	208 014	11 083 343
<b>Total *</b>	<b>16 858 564</b>	<b>545 140</b>	<b>438 612</b>	<b>267 704</b>	<b>16 152 248</b>
<b>Créances rattachées nettes</b>					<b>66 694</b>
<b>Valeurs au bilan</b>					<b>16 218 942</b>

\* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 70 838 milliers d'euros

#### 5.4. Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2010	Variation de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2011
<b>Créances sur les établissements de crédit</b>	0						0
<b>Créances sur la clientèle</b>	749 424		150 264	-107 613		1	792 076
dont dépréciations collectives	267 704		28 771	-19 719			276 756
<b>Opérations de location financement</b>	0						0
<b>Titres détenus jusqu'à l'échéance</b>	0						0
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>	4 645		83				4 728
<b>Autres actifs financiers</b>	63			-24			39
<b>Total des dépréciations d'actifs financiers</b>	<b>754 132</b>	<b>0</b>	<b>150 347</b>	<b>-107 637</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>796 843</b>

## 5.5. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

### Dettes envers les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
<b>Etablissements de crédit</b>		
Comptes et emprunts	2 326	2 851
dont comptes ordinaires créditeurs		1
dont comptes et emprunts au jour le jour		
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée		
<b>Sous-total</b>	<b>2 326</b>	<b>2 851</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>22</b>	<b>11</b>
<b>Total</b>	<b>2 348</b>	<b>2 862</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>		
Comptes ordinaires créditeurs	63 409	178 143
Comptes et avances à terme	11 547 305	11 295 923
<b>Sous-total</b>	<b>11 610 714</b>	<b>11 474 066</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>66 328</b>	<b>74 224</b>
<b>Total</b>	<b>11 677 042</b>	<b>11 548 290</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>11 679 390</b>	<b>11 551 152</b>

### Dettes envers la clientèle

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Comptes ordinaires créditeurs	2 927 896	2 945 599
Comptes d'épargne à régime spécial	50 672	47 438
Autres dettes envers la clientèle	1 854 721	1 447 944
Titres donnés en pension livrée		
Dettes nées d'opérations d'assurance directe		
Dettes nées d'opérations de réassurance		
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques		
<b>Total</b>	<b>4 833 289</b>	<b>4 440 981</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>32 822</b>	<b>30 376</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>4 866 111</b>	<b>4 471 357</b>

## 5.6. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
<b>Dettes représentées par un titre</b>		
Bons de caisse		
Titres du marché interbancaire		
Titres de créances négociables	296 842	67 022
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
<b>Total</b>	<b>296 842</b>	<b>67 022</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>656</b>	<b>68</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>297 498</b>	<b>67 090</b>
<b>Dettes subordonnées</b>		
Dettes subordonnées à durée déterminée	11 524	33 324
Dettes subordonnées à durée indéterminée		
Dépôt de garantie à caractère mutuel	5	5
Titres et emprunts participatifs		
<b>Total</b>	<b>11 529</b>	<b>33 329</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>181</b>	<b>779</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>11 710</b>	<b>34 108</b>

Au cours du premier semestre 2011, les remboursements nets de dettes subordonnées s'élèvent à 21 800 milliers d'euros.

## 5.7. Immeubles de placement

(en milliers d'euros)	31/12/2010	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 30/06/2011
Valeur brute	11 729			-34			11 695
Amortissements et dépréciations	-3 488		-238	20			-3 706
<b>Valeur au bilan</b>	<b>8 241</b>	<b>0</b>	<b>-238</b>	<b>-14</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7 989</b>

Y compris Immeubles de placement donnés en location simple

## 5.8. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

(en milliers d'euros)	31/12/2010	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 30/06/2011
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>							
Valeur brute	229 314		6 684	-5 021			230 977
Amortissements & Dépréciations (1)	-175 626		-5 238	562		1	-180 301
<b>Valeur au bilan</b>	<b>53 688</b>	<b>0</b>	<b>1 446</b>	<b>-4 459</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>50 676</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>							
Valeur brute	76685						76 685
Amortissements & Dépréciations	-72361		-4			-1	-72 366
<b>Valeur au bilan</b>	<b>4324</b>	<b>0</b>	<b>-4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-1</b>	<b>4319</b>

(1) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple

## 5.9. Provisions

(en milliers d'euros)	31/12/2010	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2011
Risques sur les produits épargne logement	10 380		92		-1 484			8 988
Risques d'exécution des engagements par signature	4 154		3 117	-170	-610			6 491
Risques opérationnels	15 415		20 831	-90				36 156
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	2 754		1 392				-1	4 145
Litiges divers	23 492		5 362	-188	-5 874		-1	22 791
Participations	0		0					0
Restructurations	0		0					0
Autres risques	13 876		3 916	-370	-720		-1	16 701
<b>Total</b>	<b>70 071</b>	<b>0</b>	<b>34 710</b>	<b>-818</b>	<b>-8 688</b>		<b>-3</b>	<b>95 272</b>

### Provision épargne logement :

#### Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne logement sur la phase d'épargne

En milliers d'euros	30/06/2011	31/12/2010
<b>Plans d'épargne-logement :</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	15 978	0
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 388 636	1 354 518
Ancienneté de plus de 10 ans	601 336	616 909
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>2 005 950</b>	<b>1 971 427</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>261 438</b>	<b>261 609</b>
<b>Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>2 267 388</b>	<b>2 233 036</b>

Les encours de collecte sont des encours sur base d'inventaire à fin mai 2011 pour les données au 30 juin 2011 et à fin novembre 2010 pour les données au 31 décembre 2010, et hors prime d'état

## Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne logement

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2011	31/12/2010
<b>Plans d'épargne-logement :</b>	28 102	31 865
<b>Comptes épargne-logement :</b>	51 330	56 475
<b>Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>79 432</b>	<b>88 340</b>

## Provision au titre des comptes et plans d'épargne logement

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2011	31/12/2010
<b>Plans d'épargne-logement :</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	0	0
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	716	1 196
Ancienneté de plus de 10 ans	7 285	8 237
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>8 001</b>	<b>9 433</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>986</b>	<b>947</b>
<b>Total provision au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>8 987</b>	<b>10 380</b>

## 5.10. Capitaux propres

### ➤ Composition du capital au 30 juin 2011

Au 30 juin 2011, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

Répartition du capital de la Caisse régionale	Nombre de titres	% du capital	% des droits de vote
<b>Certificats Coopératifs d'investissements (CCI)</b>	<b>2 395 205</b>		
Dont part du Public	2 303 392	11,36%	
Dont part Crédit Agricole S.A.	0	0,00%	
Dont part Auto-détenue	91 813	0,45%	
<b>Certificats Coopératifs d'associés (CCA)</b>	<b>5 105 397</b>		
Dont part du Public	0	0,00%	
Dont part Crédit Agricole S.A.	5 105 397	25,18%	
<b>Parts sociales</b>	<b>12 774 184</b>		
Dont 109 Caisses Locales	12 774 043	63,00%	100,00%
Dont 28 administrateurs de la CR	140	0,00%	0,00%
Dont Crédit Agricole S.A.	1	0,00%	0,00%
<b>TOTAL</b>	<b>20 274 786</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>

La valeur nominale des titres est de 10,00 € et le montant total du capital est de 202 748 K€

### ➤ Actions de préférence

Néant



## ➤ Résultat par action

Conformément à la norme IAS 33, une entité doit calculer le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de l'entité mère. Celui-ci doit être calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation.

Les capitaux propres de la Caisse régionale du Languedoc sont composés de parts sociales, de Certificats Coopératifs d'Investissements et de Certificats Coopératifs d'Associés.

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 relative au statut de la coopération, la rémunération des parts sociales est au plus égale au taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées publiées par le ministre chargé de l'économie.

La rémunération des CCI et CCA est quant à elle fixée annuellement par l'assemblée générale des sociétaires et doit être au moins égale à celle des parts sociales.

Par conséquent, du fait des particularités liées au statut des sociétés coopératives à capital variable portant tant sur la composition des capitaux propres qu'aux caractéristiques et leur rémunération, les dispositions de la norme IAS 33 relative à la communication du résultat par action, sont inappropriées.

## ➤ Dividendes

Au titre de l'exercice 2010, l'Assemblée générale de la caisse régionale du Languedoc a approuvé le versement d'un dividende net par part sociale de 2,53 euros.

### Dividendes

Année de rattachement du dividende	Par CCI	Par CCA	Par Part Sociale
	Montant Net	Montant Net	Montant Net
2007	2,22	2,22	0,34
2008	2,24	2,24	0,35
2009	2,37	2,37	0,35
2010	2,53	2,53	0,33

### Dividendes payés au cours de l'exercice

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 22 772 milliers d'euros.

## 6. Engagements de financement et de garantie

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
<b>Engagements donnés</b>		
<b>Engagements de financement</b>	<b>2 307 733</b>	<b>2 087 514</b>
. Engagements en faveur d'établissements de crédit		
. Engagements en faveur de la clientèle	2 307 733	2 087 514
Ouverture de crédits confirmés	1 795 341	1 581 077
- Ouverture de crédits documentaires	12 131	14 776
- Autres ouvertures de crédits confirmés	1 783 210	1 566 301
Autres engagements en faveur de la clientèle	512 392	506 437
<b>Engagements de garantie</b>	<b>546 883</b>	<b>551 115</b>
. Engagements d'ordre d'établissement de crédit	0	0
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires		
Autres garanties		
. Engagements d'ordre de la clientèle	546 883	551 115
Cautions immobilières	225 163	224 713
Garanties financières	32 779	43 487
Autres garanties d'ordre de la clientèle	262 846	282 915
<b>Engagements reçus</b>		
<b>Engagements de financement</b>	<b>1 829 215</b>	<b>2 312 654</b>
. Engagements reçus d'établissements de crédit	1 829 215	2 312 654
. Engagements reçus de la clientèle		
<b>Engagements de garantie</b>	<b>4 061 919</b>	<b>3 857 707</b>
. Engagements reçus d'établissements de crédit	215 400	216 087
. Engagements reçus de la clientèle	3 846 519	3 641 620
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	811 152	787 154
Autres garanties reçues	3 035 367	2 854 466

## **7. Reclassements d'instruments financiers**

- **Principes retenus par le groupe Crédit Agricole SA**

Les reclassements hors de la catégorie « actifs financiers détenus à des fins de transaction » ont été décidés puis réalisés dans le respect des conditions fixées par l'amendement IAS 39 adopté par l'Union européenne le 15 octobre 2008. Ils ont été inscrits dans leur nouvelle catégorie comptable pour leur juste valeur à la date du reclassement.

- **Reclassements effectués par la caisse régionale du Languedoc**

La caisse régionale du Languedoc n'a pas opéré en 2011 de reclassement au titre de l'amendement de la norme IAS 39 adopté par l'Union européenne le 15 octobre 2008.

## 8. Juste valeur des instruments financiers

### 8.1. Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût

(en millions d'euros)	30/06/2011		31/12/2010	
	Valeur au bilan	Valeur de marché estimée	Valeur au bilan	Valeur de marché estimée
<b>ACTIFS</b>				
Prêts et créances sur les établissements de crédit	689 442	689 442	277 779	277 779
Prêts et créances sur la clientèle	16 355 431	16 729 638	15 941 163	16 763 272
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	611 117	622 228	524 254	532 393
Immeubles de placement	7 989	8 300		
<b>PASSIFS</b>				
Dettes envers les établissements de crédits	11 679 390	11 834 984	11 551 152	11 736 866
Dettes envers la clientèle	4 866 111	4 866 111	4 471 357	4 471 357
Dettes représentées par un titre	297 498	297 498	67 090	67 090
Dettes subordonnées	11 710	11 711	34 108	34 108

### 8.2. Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

- Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

#### Actifs financiers valorisés à la juste valeur

Les montants présentés sont y compris créances rattachées et nets de dépréciation

(en milliers d'euros)	Total 30/06/2011	prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3	Total 31/12/2010	prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>5986</b>	<b>0</b>	<b>5986</b>	<b>0</b>	<b>6211</b>	<b>0</b>	<b>6211</b>	<b>0</b>
Créances sur les établissements de crédit	0				0			
Créances sur la clientèle	0				0			
Titres reçus en pension livrée	0				0			
Titres détenus à des fins de transaction	669	0	669	0	621	0	621	0
Effets publics et valeurs assimilées	0				0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	669		669		621		621	
Actions et autres titres à revenu variable	0				0			
Instruments dérivés	5317		5317		5590		5590	
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	<b>6780</b>	<b>0</b>	<b>6780</b>	<b>0</b>	<b>6872</b>	<b>0</b>	<b>6872</b>	<b>0</b>
Créances sur la clientèle	6780		6780		6872		6872	
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	0				0			
Titres à la juste valeur par résultat sur option	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0				0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	0				0			
Actions et autres titres à revenu variable	0				0			
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>1332967</b>	<b>53</b>	<b>1332914</b>	<b>0</b>	<b>1531018</b>	<b>52</b>	<b>1530966</b>	<b>0</b>
Effets publics et valeurs assimilées	58947		58947		57422		57422	
Obligations et autres titres à revenu fixe	427707	53	427654		606772	52	606720	
Actions et autres titres à revenu variable	846313		846313		866824		866824	
Créances disponibles à la vente	0				0			
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>205205</b>		<b>205205</b>		<b>239103</b>		<b>239103</b>	
<b>Total actifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>1550938</b>	<b>53</b>	<b>1550885</b>	<b>0</b>	<b>1783204</b>	<b>52</b>	<b>1783152</b>	<b>0</b>

## Passifs financiers valorisés à la juste valeur

Les montants présentés sont y compris dettes rattachées

	Total 30/06/2011	prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3	Total 31/12/2010	prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>								
<b>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>8411</b>	<b>0</b>	<b>8411</b>	<b>0</b>	<b>8084</b>	<b>0</b>	<b>8084</b>	<b>0</b>
Titres vendus à découvert	0				0			
Titres donnés en pension livrée	0				0			
Dettes représentées par un titre	0				0			
Dettes envers la clientèle	0				0			
Dettes envers les établissements de crédit	0				0			
Instruments dérivés	8411		8411		8084		8084	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0				0			
Instruments dérivés de couverture	231031		231031		257430		257430	
<b>Total passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>239442</b>	<b>0</b>	<b>239442</b>	<b>0</b>	<b>265514</b>	<b>0</b>	<b>265514</b>	<b>0</b>

- Changements de modèles de valorisation

Néant

## 9. Événements postérieurs à fin de la période intermédiaire

Néant

## 10. Périmètre de consolidation au 30 juin 2011

Liste des filiales, coentreprises et entreprises associées	Implantation	Evolution du périmètre	Méthode au 30 juin 2011	% de contrôle		% d'intérêt	
				31/12/2010	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2011
<b>Établissements bancaires et financiers</b>							
CR Languedoc	France		Mère	100	100	100	100
<b>Divers</b>							
CL Languedoc	France		Mère	100	100	100	100
Force Languedoc	France		Globale	100	100	99,99	99,99

Maurin, le 29 juillet 2011

### **Déclaration des personnes physiques**

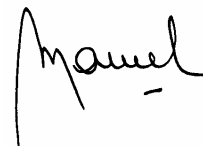
Nous soussignés, Alain MAUREL, Président du Conseil d'Administration de la Caisse Régionale du Crédit Agricole du Languedoc et Michel BERTRAND, Directeur Général Adjoint de la Caisse Régionale du Crédit Agricole du Languedoc, attestons, qu'à notre connaissance, les comptes au 30 juin 2011 sont établis conformément aux normes applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, à savoir les événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et leurs incidences sur les comptes semestriels, les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice ainsi que les principales transactions entre les parties liées.

Michel BERTRAND

Alain MAUREL

Le Directeur Général  
par intérim

Le Président du Conseil d'Administration

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'M. Bertrand', with a horizontal line extending to the right.A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Alain Maurel', with a horizontal line extending to the right.

**Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du  
Languedoc**

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2011

**Rapport des commissaires aux comptes  
sur l'information financière semestrielle**

IFEC  
Immeuble Synergie, le Millénaire  
770, rue Alfred-Nobel  
34000 Montpellier

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Montpellier

ERNST & YOUNG et Autres  
41, rue Ybry  
92576 Neuilly-sur-Seine Cedex  
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2011

### Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Sociétaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

#### 1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes consolidés intermédiaires résumés, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.



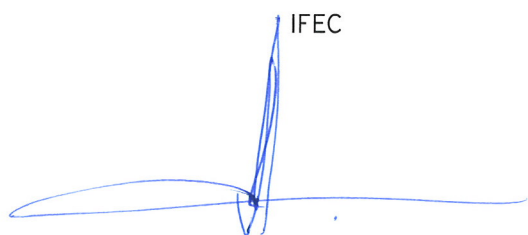
## 2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés intermédiaires résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

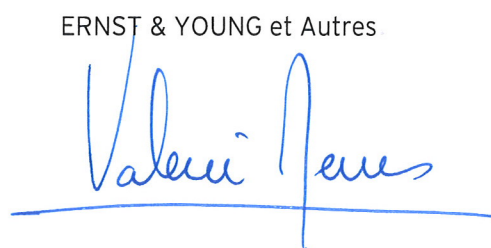
Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés intermédiaires résumés.

Montpellier et Neuilly-sur-Seine, le 29 juillet 2011

Les Commissaires aux Comptes

IFEC  


Michel Galaine

ERNST & YOUNG et Autres  


Valérie Meeus